

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article752>

# **LKP : E. DOMOTA À la conférence de presse du 18.02.09**

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2009

Mis à jour le : samedi 21 mars 2009

---

**UGTG.org**

---

## ConfÃ©rence de presse du LKP du mercredi 18 fÃ©vrier 2009

Intervention du porte parole du LKP, Elie DOMOTA :

[{JPEG}]

Cela fait maintenant quatre semaines, presque jour pour jour, que les travailleurs sont dans la rue Ã revendiquer. Tout le monde est d'accord pour dire que oui, le coÃt de la vie est chÃ©re, que les travailleurs ont raison.

Pourtant nous en sommes arrivÃ©s au pourrissement de la situation, tout simplement parce qu'il y a un certain nombre de gens reprÃ©sentÃ©es par M. JEGO qui ont refusÃ© d'assumer leurs engagements, engagements conclus le 08 fÃ©vrier au matin Ã la prÃ©fecture.

Mais c'est Ã©galement le patronat qui en quatre semaines n'ont jamais fait une seule proposition ; alors que nous sommes toujours lÃ , mobilisÃ©s, et que nous attendons, debout dans la rue.

C'est Ã©galement M. DESFORGES [prÃ©fet de Guadeloupe] qui justement, au lieu de respecter l'engagement de l'Etat, a envoyÃ© ses manblos (forces de rÃ©pression) pour tabasser les GuadeloupÃ©ens et les traiter de "sales nÃ©gres".

DÃs lors, tous viennent dire aujourd'hui, " oui, certes, mais n'Ã©tait-ce pas Ã©vitable ? ". Tous viennent aujourd'hui faire de beaux discours appelant au calme...

C'est bien beau de venir aujourd'hui aprÃ©s la tempÃªte ; mais c'est avant qu'il fallait entendre et Ã©couter ce que les travailleurs disaient et revendiquaient.

Comment peut-on admettre que dans un petit pays de 450000 habitants, qu'on ait plus de 100000 manifestants dans les rues chaque semaine ; que le pays soit bloquÃ© depuis quatre semaines, et que la seule chose qu'on nous dise [ie : les politiques de Guadeloupe] c'est de " restez lÃ , nous irons voir ce qu'il y a lÃ bas et nous leur parlerons [ie : Ã l'Etat, au gouvernement franÃ§ais], et nous leurs parlerons, nous vous parlerons.

Eh bien, maintenant il faut que chacun assume aujourd'hui sa responsabilitÃ©, et en premier lieu M. JEGO et l'Etat franÃ§ais. Et ce matin encore, Mme ALLIOT-MARIE, ne dit mÃªme pas un mot sur le camarade abattu et se contente d'annoncer : "il faut restaurer l'ordre, il faut restaurer l'ordre". Alors que cela fait quatre semaines que le pays est mobilisÃ©, et que tout le monde nous ignore.

Et lÃ , nous nous adressons particuliÃ©rement aussi aux jeunes. Trop souvent dans les discours, l'on stigmatise les jeunes. Mais nous nous disons simplement que si aujourd'hui il y a autant de rÃ©voltes Ã Baie-Mahault, Pointe-Ã-Pitre, Port-Louis, Pointe Noire, Bouillante Deshaies, partout dans le pÃ©yi GWADLOUP, c'est vÃ©ritablement parce que le malaise est total et gÃ©nÃ©ral. Et que si ce conflit n'est pas rÃ©glÃ©, si l'on ne prend pas les dÃ©cisions qu'il faut pour le rÃ©gler immÃ©diatement, cela signifie que l'on est proche du chaos social.

Aujourd'hui, le taux de chÃ´mage des jeunes de moins de 25 ans est de 60% ! Et depuis ce matin nous entendons un certain nombre de personnes et notamment un certain nombre d'Ã©lus qui ne font rien qui n'utilisent pas leur mandat pour rÃ©gler les problÃ©mes et aider les gens dire que c'est la faute du LKP.

Comment alors expliquer qu'il y ait autant de monde dans la rue, en mÃªme temps ?! Comment alors expliquer que c'est toute la Guadeloupe qui est mobilisÃ©e et concernÃ©e ?!

Eh bien c'est tout simplement parce que la désespérance est totale et générale ! Il faut donc des réponses, et la répression n'est pas une réponse !

Car personne ne nous fera croire, ni ne fera quiconque croire que LKP monte la tête des jeunes, ni des autres. Personne ne fera croire que la vie est difficile dans ce pays : Oui, il y a de la misère ; oui, il y a de la désespérance sociale dans ce pays ! Et tous les cris que l'on entend et voit aujourd'hui, ce sont ceux de la désespérance, notamment chez les jeunes.

Et c'est pourquoi nous disons, que même nous, nous n'avons jamais pensé que la situation était aussi criante et aussi profonde.

Et aujourd'hui, ce n'est pas simplement le protocole d'accord de LKP, ce n'est pas simplement un accord interprofessionnel sur les salaires qui réglera la situation. Il faut un véritable plan d'urgence pour la formation professionnelle et pour l'emploi pour permettre aux jeunes guadeloupais de travailler et d'être formés en Guadeloupe. Voilà ce qu'il faut faire !

Ils faut qu'ils entendent ce qui se passe depuis quatre semaines où qu'il s'agisse de l'Etat et de certains élus, qu'il s'agisse des patrons : tous se contentent de *jouer* !

[\[Minute de silence {JPEG}\]](#)

Tout cela pour affirmer aussi que nous restons mobilisés et que nous appelons le peuple de Guadeloupe à tenir la mobilisation. Et que bien évidemment, le camarade [ie : Jacques BINO] est *tombé* ; qu'il était un militant. Nous pensons à lui et à sa famille. Mais lui, il aurait voulu que nous continuons la lutte. Et nous avons le devoir de continuer pour tenir ce flambeau et pour montrer à l'Etat français qu'il ne fera pas avec nous ce qu'il a fait avec d'autres ! Que nous ne sommes pas leurs serpillères !

Et que tout ceux qu'ils envoient pour nous détourner de la vérité, aille leur dire que nous ne nous détournerons pas de cette vérité : depuis un mois nous manifestons en ordre ! Quel autre pays au monde qui peut offrir l'exemple de manifestations et de mobilisations aussi importantes sans qu'il y ait aucun problème ?!

Dans le même temps les nous entendons que c'est seulement aujourd'hui que Mme ALLIOT-MARIE monte une cellule de crise ! Et quelle proposition font-ils ? Eh bien, c'est de renforcer l'ordre !

Nous demandons aux camarades présents sur les barrages de les assouplir pour permettre le passage, mais nous ne levons pas les barrages ! Nous ne levons pas les barrages !

Nous autres assumons nos responsabilités ! Que chacun assume les siennes ! Et singulièrement l'Etat français qui a négocié avec nous le 8 février dernier un protocole, un accord interprofessionnel sur les salaires !

Et que personne ne vienne jeter le discrédit sur LKP, ni sur NOMERTIN, ni sur FLEMIN, ni sur DOMOTA, ni sur aucun autre dirigeant de LKP.